An:	EDA
	Telegrammdienst
	3003 Bern

3003 Bern	
Referenzen und Initialen	Adresse (für Telex an Dritte)
i.A.22.14.7.3 - BIC/sm	
Chiffriert Priorität Faktura Text erg. F.I.	Absender Seite-
	Presse et Info
Ja Nein Norm. Dring. Flash	I Santananada
Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode	ode Empfängercode Empfängercode
wochentx	

Wochentelex 30/85 Vertrau	lich
Eureka comité ad hoc du 17 et 18.7.85	à Paris.
1. La Suisse a participé mercredi 17.7.	85 à la réunion ministé-
rielle du comité ad hoc Eureka à Paris.	Ces assises de la technolo
gie européenne, qui ont débuté par une	allocution du Président
Mitterrand à l'Elysée à 15h00, se sont	déroulées ensuite au centre
international de conférences de l'avenu	e Kléber de 16h00 le 17.7.8
à 01h15 le 18.7. La réunion, sous la pr	ésidence du Ministre fran-
çais des Relations Extérieures M. R. Du	mas et du Ministre français
de la Recherche M. H. Curien rassembla	à un haut niveau politique
les 10 pays de la communauté, les 2 can	didats à l'adhésion et les
5 Etats non membres c'est-à-dire la Sui	sse, la Suède, la Norvège,
l'Autriche et la Finlande ainsi que les	présidents du Conseil et
de la Commission de la CEE.	
2. Ces assises ont permis de lancer le	principe d'une coopération
technologique à géométire et contours v	ariables en Europe pour
renforcer la compétitivité des entrepri	ses et la capacité technique
et scientifique du Vieux Continent dans	les secteurs industriels à
technologie de pointe. Ce qu'il faut re	tenir de cette conférence

c'est qu'Eureka existe dès aujourd'hui. C'est un grand succès dans la mesure où l'initiative française, grâce à la souplesse de sa

démarche, a permis d'aboutir à un tel résultat, cela trois mois

Visum:

150 000 24665 22.7.1985 Datum:_ 30 53 Tel. intern



An: EDA Telegrammdienst 3003 Bern

Referenzen und Initialen	Adresse (für Telex an Dritte)
Chiffriert Priorität Faktura Text erg. F.I. Ja Nein Norm, Dring, Flash	Absender Seite-No
Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode	de Empfängercode Empfängercode
seulement après que l'idée ait été lance	
à Paris le 17 avril dernier. Jusqu'ici	
même ordre s'étaient en effet continuel	
3. Il ressort des exposés et des interve	
participant au Comité ad hoc des 17 et 1	
crera le principe d'une coopération dans	s le cadre de structures
institutionnelles et financières très so	ouples, qu'il ne portera que
sur une sélection de projets civils et d	qu'il ne se développera pas
au détriment d'une coopération scientif	ique et technique interna-
tionale ou bilatérale avec des pays d'au	utres régions du monde.
4. A la suite de ces assises européennes	s de la technologie, les
Etats participants et le représentant de	e la Commission ont convenu
d'une prochaine réunion en République Fé	édérale d'Allemagne avant le
15 novembre 1985. Dans l'intervalle, l'é	équipe de travail actuelle
française en collaboration étroite avec	le prochain pays hôte, les
instances communautaires précitées et ur	n groupe de représentants à
un haut niveau de tous les participants	approfondiront les ques-
tions essentielles qui sont la définitio	
jets, la conception des structures et le	
cement. Ces réunions de travail devraier	
une réflexion sur les solutions à apport	
ant en aval d'une coopération scientific	
industriels et centres de recherches des	
à l'ouverture des marchés publics et l'h	
Compte tenu des remarques qui précèdent,	
- de de la des la comardaes da la biecedelle,	, it value sor qu'a c'ille

.etzte Zeile

65	0-1	Visum:
246	Datum:	
000	Tel. intern	
0		

An: EDA Telegrammdienst 3003 Bern

Referenzen und Ini	itialen			Adresse (für Telex an Dr	ritte)
Chiffriert Ja Nein	Priorität Norm. Dring. Flash	Faktura Text	erg. F.I.	Absender	Seite-Nr
Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

rieur de chaque pays des contacts étroits doivent être noués le plus rapidement possible avec les milieux industriels ainsi qu'avec les centres de recherches. Ces contacts d'abord internes à chaque pays et en second lieu sur le plan international, au niveau du groupe de représentants à haut niveau avec l'équipe française, le prochain pays hôte et les instances communautaires doivent permettre à la réunion qui aura lieu en RFA en novembre d'établir un document qui permettra de faire progresser Eureka dans le concret.

5. Suit le communiqué final clôturant la réunion du comité ad hoc le 18 juillet à l'aube:

Quote. Assises de la technologie européenne, Paris-17 juillet 1985.

1. Les représentants de 17 pays européens (République Fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse), ainsi que les représentants de la Commission des Communautés Européennes, se sont réunis le 17 juillet à Paris à l'invitation du Président de la République Française afin de tenir les Assises de la Technologie Européenne. Ils ont reconnu l'importance et l'urgence qui s'attachent à ce que l'Europe rassemble son énergie et ses compétences dans le domaine des hautes technologies.

2. Ils ont remercié le Gouvernement français d'avoir lancé l'initiative EUREKA et d'avoir convoqué et organisé cette réunion. Ils ont exprimé leur ferme soutien à EUREKA.

etzte leile

4665	Datum:	Visum:
50 000 2	Tel. intern	

An	: EDA		
	Telegrammdienst 3003 Bern		dodis.ch
Referenzen und Initialen		Adresse (für Telex an Dr	itte)
Chiffriert Priorität Faktura	a Text erg. F.I.	Absender	Seite-N
Ja Nein Norm. Dring. Flash			4
Empfängercode Empfängercode Empfänger	ercode Empfängercode	e Empfängercode	Empfängercode
3. EUREKA portera sur une s les divers domaines de la h	élection de pr	ojets civils	
4. Les Ministres et les Rep de se retrouver à l'invitat			
avant le 15 novembre 1985 per 5. En vue de cette réunion,			
préparatoire en liaison étre Présidence du Conseil et la	Commission de	la CEE.	
Un groupe de représentants o contribuera à la préparation	n de la procha	ine réunion m	inistérielle.
6. Entre-temps, on s'attache et stimuler l'élaboration de			
des centres de recherche de des formules de financement		ys, ainsi qu'	à concevoir
7. Les Ministres ont considé jour.	éré qu'EUREKA	étaît créé à	partir de ce

En ce qui concerne les pays membres de la Communauté Européenne, le renforcement de la coopération technologique sera poursuivi également par la mise en oeuvre des propositions de la Commission adoptées par le Conseil Européen de Milan.

Unquote.

e	tzt	e	
'e	ile		

	Datum:	Visum:	
150 000 2	Tel. intern		

An: EDA Telegrammdienst 3003 Bern

3003 Bern	
Referenzen und Initialen	Adresse (für Telex an Dritte)
Chiffriert Priorität Faktura Text erg. E.L.	Absender Seite-N
Ja Nein Norm. Dring. Flash	5
Empfängercode Empfängercode Empfängercode	Empfängercode Empfängercode
Etat de la Candidature Hocké au CICR:	
	innant la bilan anavianian
Les réactions enregistrées récemment confi	
contenu dans notre télex circulaire 5381.	
apparaître comme le candidat sur lequel un	
ble. En effet, plusieurs autres candidats,	
relativement étendus dans certaines région	
tables pour certains pays ou groupes de pa	
Avons appris que la Suède a présenté la ca	andidature de Thúnborg à
Paris. Cette candidature ne serait définit	rive qu'en cas d'échec de
O. Palme aux élections de septembre procha	ain en Suède. En cas de
succès, Thunborg pourrait en effet être no	ommé Ministre des affaires
étrangères.	
Relevons que certains font courir le bruit	que lors de l'entretien
que Boutros Ghali a eu à Berne avec Chef D	epartement (4.7.85) ce
dernier aurait paru tacitement intéressé à	une proposition de Ghali
visant à constituer un tandem Ghali-Hocké,	. Hocké devant être l'ad-
joint de Ghali. Cette rumeur est infondée,	et le cas échéant nous
vous prions de la démentir fermement.	
Dans les semaines qui viennent, 4 phases	marqueront la campagne
Hocké:	
- envoi de lettres de CFA à ses homologues	d'un certain nombre de
pays influents. Certaines de ces lettres s	
lement lors de la réunion de Helsinki (CSC	
- voyage de Hocké au Japon, en Australie e	

24665	Datum:	Visum:
000 091	Tel. intern	

30 août 1985),

24665	Datum:	Visum:
0	Tel, intern	

Conseil GATT (17 - 19.7)

n'a pas trouvé consensus pour convoquer réunion hauts fonctionnaires en septembre afin de s'efforcer d'élargir consensus sur modalités, sujets et participation nouvelles négociations économiques, parce que minorité, sous conduite Brésil, Inde, Egypte et Yougoslavie n'a pas accepté idée d'une réunion sans précondition (exclusion des services). USA appuyés par autres de la quadrilatérale (Japon, Canada, CE des 12) ont annoncé qu'ils demanderont session extraordinaire PC qui se réunirait en septembre. De plus, président a été chargé de mener consultations pour un groupe spécial pour l'étude effets commerciaux de l'embargo USA - Nicaragua. Très fortes inquiétudes prononcées par grand nombre de PC contre montée protectionnisme aux USA (Recommandation ITC en matière de chaussures, Jenkins Bill).

UN-Konferenz über Bedingungen für die Schiffsregistrierung

Vom 8.-20. Juli 1985 fand in Genf im Rahmen der UNCTAD unter dem Vorsitz von Lamine Fadika (Marineminister der Elfenbeinküste) die 3. Runde der Diplomatischen Konferenz über ein Schiffsregistrierungs-Uebereinkommen statt (Schweizerische Delegation unter Leitung Direktor des Schweizerischen Seeschiffahrtsamtes). Im Gegensatz zu den früheren Sessionen und langwierigen Vorverhandlungen ist es nunmehr schlussendlich gelungen, die fundamentalen Interessenunterschiede zwischen der B-Gruppe einerseits und der G 77, der D-Gruppe und China andererseits in entscheidenden Punkten einander näher zu bringen. So konnten namentlich tragfähige Kompromissformeln in den drei Kernfragen der Schiffsbemannung, des Managements und der Kapitalbeteiligung, die alle drei mit dem Problem einer "echten Verbindung" (genuine link) zwischen Schiff und Flaggenstaat zusammenhängen, verabschiedet werden.

Diese zu moderatem Optimismus Anlass gebende Entwicklung war nur dadurch möglich, dass in allen Gruppen der grundsätzliche Wille besteht, einen minimalen schiffahrtspolitischen Konsens festschreiben zu wollen. Auch die Vereinigten Staaten, die bisher dieser Konferenz vornehmlich aus ordnungspolitischen (Verstoss gegen das Prinzip der Freizügigkeit im internationalen Dienstleistungsverkehr) Bedenken negativ gegenüber standen, haben ihre Haltung offenbar revidiert.

Für den Binnenstaat Schweiz ist der bisherige Verlauf der Konferenz positiv zu werten, gelang es doch, u.a. die Nationalitätsvorschriften bezüglich der Schiffsbemannung derart flexibel zu fassen, dass diese zu keinerlei zusätzlichen Belastungen für unsere Hochseeschiffahrt führen dürften. Dafür bedurfte es jedoch kontinuierlicher und konzentrierter Anstrengungen, da die latente Tendenz besteht, die völkerrechtlich garantierte Hochseeschiffahrt auch für Binnenstaaten zuweilen etwas in "Vergessenheit" geraten zu lassen. Hilfreich und nützlich erwies sich dabei die Zusammenarbeit mit Oesterreich, das trotz seiner unterschiedlichen grundsätzlichen Nord-Süd-Optik auf diesem Gebiete gleiche Interessen zu vertreten hat.

Die Konferenz soll Anfang des nächsten Jahres in Genf fortgesetzt werden, wobei davon ausgegangen werden darf, dass eine Finalisierung angesichts der jetzigen günstigen Ausgangslage durchaus im Bereich des Möglichen liegt.

Brunner

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - BIC/Sm

4 : K 4

Bern, den 22. Juli 1985

Interne Verteilerliste

Betrifft:

Wochentelex 30/85 VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor Koordination und Planung Sekretariat pol. Direktor	Herr Lorétan Herr Schaller Frl. Chollet	LR SRU W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst Kanzlei politisches Sekretariat	Herr Schmalz	SZ W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

	Sektion internationale wissen- schaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
	Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
	Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
	Information über UNO-Angele- genheiten	Herr Bucher	BUJ
Dir	ektion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
	Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
	Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
	Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
	Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
	Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
	Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
	eralsekretariat Sektion Rekrutierung und Aus- bildung des Personals	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Baumgartner Herr Ruf Herr Bodenmüller	WER IND BAG RG BOD
	Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
	Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
	Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
	Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
	ktion für Entwicklungszusammenarbeit humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
	Stellvertretender Direktor Delegierter für Katastrophenhilfe	Herr Wilhelm	. WM
	im Ausland	Herr Blaser	BL
	Vizedirektor Vizedirektor	Herr Giovannini Herr Högger	GI HL
	Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
	Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
	Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD ·
	Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève 35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär, Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den

22. Juli 1885

Informations- und Pressedienst

Sa 23. Juli 85 12

1.A.22.14.7.3. - BIC/ST

VERSANDLISTE

Betrifft:

Wochentelex 30/85 VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan
Abu Dhabi
Addis Abeba
Akkra
Algier
Amman
Ankara
Asuncion
Athen
Bagdad
Bangkok
Beijing

Beirut
Belgrad
Berlin DDR
Bogota
Bonn
Brasilia
Brüssel

Brüssel / Mission Budapest

Buenos Aires
Bukarest
Canberra
Caracas
Colombo
Conakry
Dakar
Damaskus

Dar es Salaam Den Haaq

Den Haag Dhaka

GENERALKONSULATE:

Hong Kong Mailand München New York Frankfurt Dublin
Guatemala
Hanoi
Harare
Havanna
Helsinki
Islamabad
Jakarta
Kairo
Khartoum
Kigali
Kinshasa
Kopenhagen

Kuwait
Lagos
La Paz
Lima
Lissabon
London
Luanda

Kuala Lumpur

Luxembourg
Madrid
Manila
Maputo
Mexico
Monrovia
Montevideo
Moskau

Nairobi New Delhi New York / UNO

Oslo Ottawa Panama Panmunjom Paris

Paris / OECD Paris / UNESCO

Prag Pretoria Quito Rabat Riad Rom

San José Santiago de Chile

Singapur Sofia Stockholm

Strassburg / Europarat

Söul

Tananarive

Teheran + Fremde Inter.

Tel-Aviv
Tokio
Tripolis
Tunis
Warschau
Washington
Wellington
Wien

Genf / IO

Yaoundé

97 Vertretungen + 5 Generalkonsulate

102 total

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Informations- und Pressedienst

Bern, den 22. Juli 1985 VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. -

BIC/sm

TELEGRAMM (CH)

Wochentelex 30/85

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Ankara			- Peking
- Bagdad		- Lissabon	- Prag
- Bangkok		- London	- Pretoria
- Brasilia		- Luxemburg	- Rabat
- Brüssel		- Madrid	- Riad
(Botschaft	+ Mission)	- Mexiko	- Rom
- Buenos Air	es	- Moskau	- Santiago
- Canberra		- Nairobi	- Stockholm
- Caracas		- New Delhi	- Teheran
- Dar es Sala	aam	- New York/Swissobser	- Tel Aviv
- Den Haag		- Ottawa	- Tokio
- Dublin		- Oslo	- Warschau
- Helsinki			- Washington
- Jakarta		- Paris (auch OECD)	- Wien
- Kairo			- wren

- b) mit <u>Kurier</u> an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.
- c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.
- d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.